

Pour une politique agricole citoyenne.

Par André POCHON

Dacian CIOLOS, Commissaire Européen à l'agriculture a mis en discussion dans les 27 pays de la communauté son projet de réforme de la politique agricole commune.

Malheureusement ce projet ne prend pas en compte le contexte nouveau de hausse des prix agricoles mondiaux : doublement du prix des céréales, du soja, hausse du prix des viandes et des produits laitiers ...

Cette flambée des prix mondiaux des grandes denrées de base : céréales, lait, viande, va malheureusement se prolonger sur le long terme. Une pénurie alimentaire mondiale devient inéluctable. Elle est due à la conjonction de cinq facteurs majeurs :

1. l'augmentation de la population : de 7 milliards nous allons passer à 9 milliards d'individus en moins de 40 ans.
2. l'augmentation du niveau de vie dans les pays émergeant comme la Chine, l'Inde, le Brésil ... Les classes aisées de ces pays consomment de plus en plus de viande, de produits laitiers, (350 millions de personnes concernées en Chine) or il faut en moyenne cinq calories céréales pour produire une calorie de viande, près de 10 pour la viande bovine. Ce qui signifie que la demande en céréales sera telle que la production ne pourra pas y répondre.
3. Les surfaces consacrées aux biocarburants se substituent à celles consacrées à l'alimentation : 30 % du maïs américain en 2011.
4. la pénurie d'eau freinera de plus en plus l'irrigation indispensable dans les pays du Sud.
5. le réchauffement climatique aggrave les sécheresses et les perturbations causent de dégâts sur les récoltes.

Ainsi d'une longue période d'excédent, et de son corollaire des prix agricoles bas, nous entrons dans un cycle de pénurie alimentaire entraînant une hausse des cours sur le marché mondial. Le problème ne sera plus de soutenir les prix (et le revenu des agriculteurs) mais de les contrôler sinon seuls les riches pourront se nourrir. Or en prévoyant un budget de 317,2 milliards d'euros sur 7 années (soient 45,3 milliards par an) consacrés au soutien du revenu des agriculteurs (appelée depuis 1992 primes compensatrices à la baisse des prix) le projet de réforme fait fi de ce contexte nouveau de hausse des prix agricoles qui suffiront largement à assurer un revenu aux agriculteurs.

Ainsi les gros céréaliers vont continuer de toucher le beurre et l'argent du beurre comme en 2011 où ils ont perçu l'aide aux revenus alors que le prix des céréales avait atteint des records. Un vrai scandale quand on sait que le budget de la P.A.C. est alimenté principalement par la TVA - que tous les consommateurs payent y compris les plus pauvres - quand on sait la dette colossale de la plupart des États européens.

Par contre il serait justifié de prévoir un budget qui interviendrait en cas de chute conjoncturelle des cours, à l'exemple du « Deficiency payments » des américains.

Sortir du productivisme.

Compte tenu des dégâts environnementaux et sociaux provoqués par la P.A.C. initiée en 1962 qui a engendré une disparition de trois fermes sur quatre et en aval une désertification des campagnes, des pollutions généralisées, un appauvrissement des sols, le budget européen de l'agriculture **devrait pour l'essentiel être consacré à réorienter le modèle agricole européen vers le développement durable.**

Il s'agit de sortir du productivisme effréné à base de monocultures, d'élevages hors sol, de pesticides, d'engrais azotés, d'arasement, de drainage, et de concentration des exploitations et des élevages.

Il s'agit de revenir à l'équilibre sol-plantes-animaux, à des assolements équilibrés, au maintien de la biodiversité.

Il s'agit de revenir au logement des animaux sur litières et non pas sur lisier, de nourrir les vaches à l'herbe et non pas au maïs fourrage céréale et soja.

Il faut soutenir les petites exploitations à la base du tissu rural, de l'emploi, et seules capables de nourrir le monde (Edgar PISANI).

Il s'agit de provoquer chez les agriculteurs une révolution culturelle. Il faut retrouver le bon sens paysan, l'agronomie, l'élevage en lien avec le bien-être des animaux. Il faut avoir le souci de la biodiversité avec le maintien du bocage, des zones humides. 40 années de pression des lobbies de l'agrochimie mais aussi de l'enseignement agricole et de la vulgarisation les en ont éloigné.

C'est à cette révolution culturelle qu'une nouvelle P.A.C. devrait se consacrer en priorité plutôt qu'à des aides au revenu. « *Nous voulons des prix et non des aides* » clament les dirigeants agricoles. Ils ont aujourd'hui ces prix. Au nom de quoi maintenir ces primes qui sont colossales pour les grosses exploitations ; pour 300 ha en Beauce, ce sont plus de 120 000 euros de primes !

Le projet de réforme prévoit bien de diminuer l'aide aux revenus mais pas suffisamment puisque 317,2 milliards d'euros y seraient encore consacrés sur 7 années, alors que le budget consacré aux mesures agri-environnementales dans le second pilier est toujours le parent pauvre, puisqu'il ne sera que de 101,1 milliards d'euros sur 7 ans.

De plus ces mesures du deuxième pilier nécessitent un cofinancement des États (50 %). Le budget de la plupart étant en déficit ce cofinancement est un frein à leur application.

Depuis la réforme de 1999 et 2003 les subventions aux exportations agricoles sur le marché mondial ont été fortement diminuées. Elles perdurent cependant et nos primes aux revenus (les primes P.A.C.) sont en fait des subventions déguisées aux exportations. Ainsi nos produits exportés bénéficiant de ce dumping, viennent concurrencer l'agriculture et l'élevage des pays du tiers-monde : les paysans n'ont plus qu'à plier bagage et remplir le bidonville où la famine les guette comme en 2008.

Nos propositions pour une P.A.C. nouvelle et citoyenne.

Le budget prévu sur 7 années, que nous ne remettons pas en cause, devrait être consacré, dans le cadre **d'un seul pilier** :

- au soutien des petites exportations et à l'installation des jeunes agriculteurs, (le tissu rural et la ruralité en dépendent).
- Au soutien des seuls agriculteurs volontaires qui s'engagent sur des cahiers des charges respectant l'environnement et la qualité des produits tel celui de la bio, de l'agro-écologie, ou encore de la Haute Valeur Environnementale, (HVE). Le budget européen prenant en charge l'aide, sans cofinancement des États. La préservation de l'environnement et de la qualité de l'alimentation justifie une telle aide. L'objectif étant d'amener l'ensemble des agriculteurs à s'y engager. Il s'agit de notre santé et de la survie de la planète.
- Au soutien des oléo-protéagineux par le biais d'une prime à la surface afin de reconquérir notre autonomie en protéines et en énergie, les tracteurs fonctionnant à l'huile.
- Au soutien à l'emploi par le biais d'une prime accordée aux travailleurs agricoles. Elle serait maximale pour les deux premiers travailleurs, dégressive ensuite. Il s'agit d'encourager l'emploi en agriculture en privilégiant les petites exploitations.
- Au soutien des zones fragiles telles que cela existe actuellement.
- Et, (ce que **nous proposons en priorité**), à **une prime à l'herbe généralisée sur toute l'Europe**. Cette prime serait maximale pour les premiers hectares, dégressive ensuite. Cette prime à l'herbe serait réservée aux prairies à base de légumineuses, ne recevant aucun engrais azoté. La justification première de cette prime à l'herbe est **la lutte contre le réchauffement climatique** : 1 hectare de prairies stocke en moyenne 1 tonne de carbone

par an. Même l'organisation mondiale du commerce (O.M.C.) devrait applaudir une telle initiative, la lutte contre l'effet de serre devenant un impératif pour sauver notre planète.

De plus le développement de la prairie dans le système fourrager à la place du maïs fourrage + soja permet :

1. de réduire considérablement l'emploi des pesticides et donc leur présence dans nos aliments, l'eau et l'air, c'est un problème de santé publique.
2. de reconquérir la qualité de l'eau, le couvert végétal permanent évitant l'érosion et le lessivage des nitrates. Sous la prairie de légumineuses sans engrais azotés le lessivage est insignifiant, toutes les mesures scientifiques le confirment. C'est la raison pour laquelle l'augmentation des surfaces en herbe à la place du maïs fourrage figure en priorité dans le plan de lutte contre les algues vertes en Bretagne
3. de reconquérir notre autonomie en protéines, (dépendant à 75 % du soja, (OGM), américain et brésilien pour l'alimentation de nos animaux) l'herbe étant un aliment équilibré qui se suffit à lui-même.
4. d'augmenter les Oméga 3 dans la viande et le lait. On sait aujourd'hui que la viande et le lait, produits à partir de bovins nourris à l'herbe est très riche en Oméga 3 contrairement à la viande et le lait provenant de bovins nourris au maïs fourrage soja. Il s'agit là aussi d'un problème de santé publique (diabète, obésité, cancer).
5. d'augmenter le taux de matière organique dans le sol et par conséquent sa valeur agronomique et donc les rendements : la prairie est à la base d'une agriculture écologiquement intensive, chère à Monsieur GRIFFON.

Nous sommes en face d'un enjeu incontournable. Il en va de la vie des générations futures, nos enfants, nos petits enfants.

En fait nous n'avons pas d'autres alternatives. Cela devient inéluctable.

Les décideurs n'ont guère le choix.